Intervention de Gaël Callonnec lors de la réunion publique de Meulan le 10 mai 2012

crise économique, crise écologique

Les crises économique et écologique sont liées. Elles résultent toutes deux d'une course folle au productivisme qui d'un coté a poussé les entreprises à laminer l'emploi et à gaspiller nos ressources naturelles et l'énergie. Ce modèle est à bout de souffle. La crise n'est pas conjoncturelle mais structurelle. La lutte contre le changement climatique est l'occasion unique de créer des milliers d'emplois, de réduire les inégalités et la dette.

Explosion du chômage et des déficits : Le modèle est à bout de souffle

Depuis 1980 la France s'enfonce dans la crise, malgré les plans successifs de rigueur et d'austérité. Les économistes ont qualifié de « trentes piteuses » les trentes années qui viennent de s'écouler, en référence aux « trente glorieuses » qui ont suivi la libération.

Les gains de productivité n'ont jamais été aussi forts qu'au cours de la période de reconstruction. Ils découlaient du progrès technique et à la division du travail. Mais à la différence d'aujourd'hui, ces gains n'étaient pas seulement utilisés pour baisser les l'inflation. Ils étaient aussi utilisés pour augmenter les salaires et diminuer le temps de travail. Cela dopait la demande et donc l'activité économique. La croissance reposait sur l'interaction entre production de masse et consommation de masse.

A partir des années 70, les gains de productivité ont diminué parce qu'on a poussé à l'extrême la division du travail et qu'il n'y avait plus rien à en tirer. Il devenait de plus en plus difficile d'écouler les produits puisque les ménages en étaient saturés, pour la majorité d'entre eux.

Obsédés par la croissance, nos gouvernants ont alors décidé de se lancer dans la bataille de la compétitivité mondiale, dans l'espoir d'augmenter leurs parts de marché à l'exterieur plutôt qu'à l'intérieur. Tous les gains de productivité ont alors été consacrés à diminution de l'inflation.

Les gouvernements successifs ont baissé les impôts sur les revenus des capitaux et les ménages les plus fortunés, dans l'espoir qu'ils investissent davantage. Comme si la fortune des uns allait faire le bonheur de tous.

Au nom de l'efficacité des marchés, les banques ont été dérégulées. Elles ont siphonné l'épargne pour spéculer. Ce faisant, elles ont progressivement resserré le robinet des crédits offerts aux entreprises.

Privées de liquidités, dépendantes de leurs actionnaires, elles se sont lancées dans une course folle à la compétitivité pour maximiser les profits: elles ont comprimé les salaires, remplacé les hommes par des machines et délocalisé. La part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de 8 points en 20 ans.

Pendant que les cours boursiers enflaient, le chômage gonflait : La France a perdu 355 000 emplois industriels en 10 ans.. Une ferme sur 4 a disparu au cours des 10

dernières années. 1 jeune su 4 est au chômage. 45% des plus 55 ans sont sans emploi.

Les inégalités sociales ont explosé. Les écarts de salaires entre 1960 et 2010 ont été multipliés par 10 passant d'un rapport de 1 pour 20 à 1 pour 230. La moitié des français les plus modestes ne possède que 4% du patrimoine.

Au nom de la modernité, nos gouvernants ont transformé le capitalisme d'entrepreneurs, en capitalisme de rentiers. Pour Joseph Stiglitz, prix nobel d'économie, ce retour en arrière a été rendu possible par le « triomphe de la cupidité ».

Cette tendance ne pouvait pas durer. La crise financière, en ruinant les banques, a provoqué un effondrement du crédit, des investissements et de l'économie. Avec l'explosion du chômage, les recettes de l'Etat se sont effondrées et ses dépenses ont augmenté. Les déficits ont atteint le record de 7% du revenu national (PIB) en 2010. La dette publique représentait 82% du PIB en 2010, contre 64% en 2007. La charge des intérêts de l'emprunt est désormais supérieure aux dépenses de l'éducation nationale (54 Mds en 2011). A partir du mois d'août, chaque année les caisses de l'Etat sont vides.

Or le traité de Maastricht limite le déficit public à 3% du PIB et la dette à 64% du PIB. Pour respecter ces critères, il faudrait trouver 80 milliards. Faute d'argent dans les caisses, on a mis le malade à la diète. Mais ce remède pourrait être bien pire que le mal.

L'austérité n'est pas une fatalité

En réduisant les dépenses publiques et en augmentant les impôts qui pèsent sur les plus démunis et les classes moyennes, les Etats libéraux ont privé davantage les entreprises de débouchés et le chômage a empiré. C'est un cercle vicieux qui menace l'Europe d'une terrible récession.
Pour réduire les déficits sans pénaliser l'activité économique, il faut relever les prélèvements sur les revenus de la spéculation, qui végètent ; tout en augmentant dans une moindre mesure les investissements productifs, qui ont un fort effet d'entraînement sur l'industrie et l'emploi.

La conversion écologique de l'économie : un nouveau projet de société

La lutte contre le changement climatique est une occasion unique de relancer l'activité, de réduire le chômage et la dette.

Nous réclamons un grand plan d'investissement dans:

- Les transports collectifs, l'isolation du bâti et les énergies renouvelables de 12 milliards, pour réduire les émissions de CO2 et baisser notre facture énergétique.

- La construction de 500 000 logements par an, pour donner un toit aux deux millions de mal logés et faire baisser le coût des loyers.
- L'ouverture de 400 000 places en crèche, pour permettre aux femmes de travailler et réduire les frais de garde des jeunes ménages
- La création de 20 000 postes dans l'éducation par an, parce que le coût de l'ignorance est incomparablement supérieur au prix de la connaissance.

Pour financer ce programme, une autre répartition des richesses est nécessaire :

- La fiscalité verte française est l'une des plus faible d'Europe (2,2% du PIB). En taxant davantage les émissions de CO2 et la pollution, nous trouverons 15 milliards pour financer les investissements verts.
- Nous taxerons les revenus des capitaux (actions, obligations, stocks options) comme les revenus du travail. sur les 170 milliards d'intérêts et de dividendes reçus chaque année par les ménages, seuls 20 milliards, soit moins de 15 %, se retrouvent dans les déclarations de revenus, en raison de toutes les niches et défiscalisations. Soit moins que les allocations chômage dont 29 Milliards sont déclarées. En clair, les revenus des chômeurs sont tout simplement plus imposés que les dividendes. Les 20 Milliards de recettes supplémentaires financeront largement la retraite à 60 ans, les déficits de l'assurance maladie et la gratuité des soins hospitaliers.
- Nous réduirons d' 1/3 les niches fiscales qui profitent essentiellement aux plus favorisés, nous augmenterons la progressivité de l'impôt sur les très hauts revenus, pour financer une baisse de la CSG, qui profitera à tous. Augmenter l'impôt sur le revenu (IR) (les réductions successives des taux et du nombre de tranches coûtent à l'Etat 11 milliards par an. l'impôt sur le revenu ne représente plus que 6% du montant des taxes. Il rapporte trois fois moins de recettes que la TVA.)
- Nous réformerons la Politique Agricole Commune, qui profite aux plus gros exploitants, pour encourager la paysannerie et l'agriculture bio. 80% des aides profitent seulement à 20% des exploitations
- Nous lutterons contre l'évasion fiscale des grands groupes (qui payent deux fois moins d'impôts que les PME) mais nous baisserons les charges des entreprises qui créent de l'emploi en CDD local et qui investissent dans l'efficacité énergétique et l'éco conception des produits.
- Pour réduire la misère des 16% de français qui vivent sous le seuil de pauvreté, nous augmenterons de 50% les minima sociaux (viellesse, handicap…) et nous créerons un RSA jeune.

Pour mettre fin au productivisme et aux délocalisations :

- Nous régulerons la finance et nous réformerons la Banque centrale européenne, pour que les entreprises et les Etats aient accès à un crédit bon marché.
- Nous introduirons la démocratie dans l'entreprise pour que les décisions ne servent pas seulement les intérêts des actionnaires.
- Nous instaurerons une taxe carbone à nos frontières pour lutter contre le dumping social et environnemental.

Ce programme coutera 35 milliards mais les recettes augmenterons de 55 milliards. La différence nous permettra de financer les besoins de la sécurité sociale sans creuser la dette.
Le regain d'activité économique et la baisse du chômage procurera à l'Etat encore des recettes supplémentaires pour ramener le déficit sous la barre des 3 % en 2014.
Si cette politique avait été adoptée en 2012, le taux de croissance eut été de supérieur de presque 1%. La conversion écologique de l'économie permettra à la fois de créer 500 000 emplois supplémentaires en 5 ans (et plus d'un million d'emplois supplémentaires d'ici 2020) et de réduire les émissions de CO2 au delà des objectifs que s'est fixée la France.

Gaël CALLONNEC
Economiste,
candidat EELV aux élections législatives
dans la 7eme circonscription des Yvelines.

DEPENSES	**35**
SOCIAL	**14**
Santé	5
Minima sociaux	7
Rémunération des stages	2
TRANSITION ECOLO	13
Transports collectifs	4
Rénovation du bâti	4
Investissements verts dans l'industrie	4
SERVICE PUBLICS	**5**
Logement	2
Education nationale	1.5
crèches	2
RECETTES	**55**
Taxe pollution	17
Taxe sur les hauts revenus et le patrimoine	18
Relèvement de la TVA sur la restauration	3
Dépenses militaires	2
Suppression des niches	4.5
Lutte contre l'évasion fiscale des groupes	9